

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/DS170/4

19 juin 2000

(00-2505)

Original: anglais

CANADA – DURÉE DE LA PROTECTION CONFÉRÉE PAR UN BREVET

Notification d'un appel du Canada présentée conformément au paragraphe 4 de l'article 16 du Mémoire d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends

La notification ci-après, datée du 19 juin 2000, adressée par le Canada à l'Organe de règlement des différends (ORD), est distribuée aux Membres. Elle constitue aussi la Déclaration d'appel, déposée le même jour auprès de l'Organe d'appel, conformément aux *Procédures de travail pour l'examen en appel*.

Conformément au paragraphe 4 de l'article 16 du *Mémoire d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends* et à la règle 20 des *Procédures de travail pour l'examen en appel*, le gouvernement canadien notifie sa décision de faire appel de certaines questions de droit couvertes par le rapport du Groupe spécial intitulé *Canada – Durée de la protection conférée par un brevet* (WT/DS170/R) et de certaines interprétations du droit données par ce groupe spécial.

Le gouvernement canadien considère que le Groupe spécial a commis des erreurs de droit et des erreurs dans l'interprétation qu'il a donnée des articles 33 et 70 de l'*Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce*. Le Canada demande que l'Organe d'appel examine les constatations ci-après du Groupe spécial:

- a) la durée de la protection prévue à l'article 45 de la *Loi sur les brevets* du Canada est incompatible avec la norme minimale qui est fixée à l'article 33 de l'*Accord sur les ADPIC* (paragraphe 6.100 du rapport du Groupe spécial);
- b) ni la nature discrétionnaire du pouvoir conféré à l'examineur de brevets d'accorder des délais informels ni les dispositions légales formelles prescrivant des délais dans lesquels les déposants sont autorisés à poursuivre leur demande, qui leur permettent dans les deux cas d'obtenir une durée de protection qui ne prend pas fin avant l'expiration d'une période de 20 ans à compter de la date du dépôt, n'offrent aux déposants, en droit, la durée de protection requise par l'article 33 (paragraphe 6.109); et
- c) le principe interdisant l'application rétroactive de l'article 70:1 de l'*Accord sur les ADPIC* concernant les "actes qui ont été accomplis avant sa date d'application" ne supplante pas la règle énoncée à l'article 70:2 de l'*Accord* (paragraphe 6.56 du rapport du Groupe spécial).

Le gouvernement canadien demande à l'Organe d'appel d'infirmes les constatations et conclusions du Groupe spécial et de modifier en conséquence les recommandations de ce dernier.